

Luxembourg, le 10 janvier 1953

COMPTE RENDU DE LA REUNION TENUE LE 7 JANVIER 1953 A 10,30 HEURES
AU SIEGE DE LA HAUTE AUTORITE A LUXEMBOURG AVEC LES REPRESENTANTS
DU GOUVERNEMENT DES PAYS-- BAS

OBJET: MESURES A PRENDRE A L'OCCASION DE L'OUVERTURE DU MARCHÉ COMMUN

Membres: voir liste de présence

Présidence: M. DEHNEN

M. DEHNEN souhaite la bienvenue aux représentants du Gouvernement des Pays-Bas et les remercie d'avoir consenti à collaborer à l'étude des questions relatives à l'établissement du marché commun.

Les problèmes suivants sont mis en discussion:

- (1) La Haute Autorité notifiera la mise en place des mécanismes de péréquation, créant ainsi la condition préalable à l'établissement du marché commun conformément au § 8 de la Convention relative aux Dispositions Transitoires. Il n'est pas nécessaire d'adopter dès ce moment des règlements définitifs concernant le système des versements de péréquation et le montant de ceux-ci. Un Groupe de Travail procédera au milieu du mois de janvier à la détermination des caractéristiques (p.ex. tonne marchande, prix de revient, recette).
- (2) Une réunion des gouvernements des Etats membres qui aura lieu le 12 janvier à Bruxelles sera consacrée aux questions résultant de la suppression des restrictions douanières. Chaque gouvernement doit prendre de lui-même les mesures nécessaires sans attendre qu'une déclaration soit faite par la Haute Autorité concernant l'établissement du marché commun.
- (3) La question de la clause de la nation la plus favorisée a été réglée entre-temps quant aux relations des pays de la Communauté avec les pays faisant partie du GATT. Il ne reste plus aux gouvernements des Etats membres qu'à conclure des accords avec les pays ne faisant pas partie du GATT.
- (4) En ce qui concerne les tarifs de transport, les tarifs discriminatoires les plus flagrants seront éliminés avant le 10 février.
- (5) Le problème principal qui doit faire l'objet des débats de la présente réunion est celui des prix du charbon.

.../..

La Haute Autorité est prête à déclarer qu'elle est en mesure d'exercer les fonctions qui lui ont été assignées par le Traité dans le domaine des prix.

Les représentants des Pays-Bas déclarent que la position de leur pays vis-à-vis de la question de l'établissement du marché commun pour le charbon est conditionnée par deux problèmes: d'une part, celui des prix que les consommateurs des Pays-Bas auront à payer à l'avenir pour les charbons belge et allemand, d'autre part celui d'assurer à leur pays la livraison de charbon belge et allemand.

Par conséquent, la date à laquelle commenceront les versements de péréquation à la Belgique et le montant de ceux-ci, intéressent les représentants des Pays-Bas, car le prix à payer pour le charbon belge en résultera; ils aimeraient connaître d'autre part quels seront les prix applicables à l'avenir pour le charbon allemand.

Les représentants de la Haute Autorité indiquent que le montant des versements du prélèvement de péréquation pour la Belgique et la date à laquelle ceux-ci commenceront n'ont pas encore été décidés. Aussi longtemps que les compensations correspondant à 80 % de la différence des frais de transport pour les livraisons de la Belgique autorisées par la Haute Autorité à destination d'autres pays de la Communauté (§ 26 des Dispositions Transitoires) ne pourront être payées, le charbon belge sera livré aux Pays-Bas à un prix élevé. Mais le § 26 c offre à la Haute Autorité la possibilité d'assurer les livraisons à destination des Pays-Bas. Il n'est pas nécessaire qu'à cette fin une situation de pénurie soit déclarée conformément à l'art. 59, chiffre 1. Aux termes de l'art. 59, chiffre 5, des restrictions aux exportations à destination de pays tiers peuvent être décidées par la Haute Autorité en se référant aux dispositions de l'art. 57, sans que soit déclarée une situation de pénurie conformément à l'art. 59, chiffre 1.

En ce qui concerne le problème des prix proprement dit, les représentants de la Haute Autorité signalent que le futur système des prix devra être en accord avec le Traité et les Dispositions Transitoires. A cet effet, il s'agit avant tout d'éliminer les doubles prix. L'intention est toutefois de tout faire afin d'éviter des troubles dans l'économie.

.../..

Aux Pays-Bas les prix sont constitués par les prix moyens départ mine qui résultent, pour chaque sorte, des prix de revient plus un bénéfice modéré, augmentés d'une part d'un taux de fret moyen pour le transport du charbon à l'intérieur des Pays-Bas, et en outre d'un montant moyen par tonne pour compenser les coûts plus élevés du charbon d'importation. Il en résulte un prix uniforme pour le charbon hollandais et le charbon importé pour tous les consommateurs et sur tous les points du territoire des Pays-Bas. Ce système, ainsi que le souligne M. DEHNEN, doit être modifié avec l'établissement du marché commun sur la base des prix départ mine et des prix véritables pour le charbon importé. Le prix uniforme à la consommation n'est pas conforme au Traité du fait que le consommateur résidant à proximité des gisements ou des ports d'importation doit supporter une part des frais de transport incombant aux consommateurs résidant dans des localités plus éloignées. A l'intérieur du marché commun, les consommateurs d'autres pays membres, de Mannheim p.ex., pourraient exiger d'être fournis au même prix que celui appliqué aux consommateurs des Pays-Bas.

Le double prix existant pour l'exportation du coke, basé non pas sur les barèmes intérieurs mais sur les prix du marché, doit être éliminé à l'intérieur de la Communauté.

Les représentants du gouvernement des Pays-Bas confirment l'exposé du système des prix uniformes de consommation et soulignent que ce système a été introduit bien longtemps avant la dernière guerre (à l'exception des livraisons effectuées aux consommateurs importants par péniches de gros tonnage).

Les Pays-Bas sont disposés à abandonner ce système et sont en faveur d'un prochain établissement du marché commun; toutefois pour des raisons politiques le gouvernement des Pays-Bas tient à ce que la modification du système des prix n'entraîne aucune augmentation de ceux-ci, surtout en ce qui concerne le charbon domestique. C'est pourquoi les Pays-Bas ont demandé les dispositions de sauvegarde du § 24 de la Convention relative aux Dispositions Transitoires. Le passage au nouveau système de prix ne peut, sur cette base, être réalisé que progressivement. Le Gouvernement des Pays-Bas espère que l'abandon du système de prix actuellement en vigueur aux Pays-Bas sera facilité par un abaissement des prix allemands.

Les représentants de la Haute Autorité déclarent que les mesures que doit prendre le gouvernement allemand ne sont pas encore connues. Il est en outre souligné que les Pays-Bas ont la possibilité, conformément au § 24 des Dispositions Transitoires, d'introduire temporairement des prix de zone ou d'instituer une caisse nationale de compensation alimentée par la production nationale de charbon.

A l'heure actuelle ce n'est pas la production qui paye les montants de péréquation, mais le consommateur. Ce dernier point est contesté par les représentants des Pays-Bas, car les mines versent à la caisse le surplus des recettes. Il leur est toutefois fait remarquer que ceci résulte uniquement du système de prélèvement. En fait les montants de péréquation sont versés par les consommateurs. Les représentants des Pays-Bas croient pouvoir maintenir leur système sur la base du § 24.

Les représentants de la Haute Autorité exposent ensuite les idées qui ont présidé à l'introduction des prix maxima par bassin, pour chaque qualité de charbon et le cas échéant pour une sorte pilote. En outre, avec ce système, la production doit être en mesure de déterminer elle-même les prix pour les autres sortes. Sous ce rapport, la possibilité existe également d'adapter entre eux les éventails de prix des pays membres. Les représentants des Pays-Bas reconnaissent toute la valeur de ces raisonnements mais nourrissent cependant quelques objections à leur encontre. Ils déclarent vouloir procéder à un examen approfondi de la proposition.

(6) En ce qui concerne la répartition, M. DEHNEN fait remarquer que la Haute Autorité a adopté pour le 1er trimestre 1953 la répartition fixée par l'O.E.C.E. laquelle restera en vigueur également après le 10 février. Etant donné l'équilibre actuel de l'approvisionnement - à l'exception de celui du charbon à coke - les représentants des autres pays ont exprimé l'avis que l'on pourrait renoncer à effectuer une répartition à compter du 2ème trimestre 1953.

Les représentants des Pays-Bas tiennent à ce que se poursuivent leurs importations en provenance des pays qui les ont approvisionnés jusqu'à présent. Etant donné les fortes fluctuations auxquelles est soumis le marché du charbon, ils ne croient pas pouvoir donner leur accord à un abandon des mesures de répartition.

Les représentants de la Haute Autorité leur font remarquer que la condition préalable pour procéder à des mesures de répartition est la constatation d'une situation de pénurie conformément à l'art. 59, chiffre 1. Ces mesures n'accroîtraient pas les quantités disponibles de charbon mais aboutiraient seulement à un relèvement des prix des pays tiers fournisseurs de la Communauté. Il est proposé que les représentants des Pays-Bas veuillent bien reconsidérer leur point de vue quant à la question de la répartition et faire connaître leurs conclusions.

7) ~~Monsieur Rollman~~ évoque maintenant le problème du minerais. Il expose qu'au cours des pourparlers engagés par la Haute Autorité, tous les Etats membres se sont exprimés en faveur de l'ouverture inconditionnelle du marché commun, bien qu'avec certaines réserves dans certains cas.

Les experts néerlandais se déclarent d'accord dans l'ensemble. M. ROLLMAN déclare donc que la discussion sur le minerai est terminée et passe à l'examen de la situation de la ferraille. Il expose entre autres ce qui suit:

8) La ferraille est un article spécial. Ses prix sont purement spéculatifs. La consommation est considérable - environ 21 millions de tonnes en 1951 pour les six pays de la Communauté. Les prix et les régimes de prix diffèrent fondamentalement de pays à pays:

On distingue trois groupes parmi les six pays de la Communauté:

- ceux chez lesquels l'ensemble du marché est sévèrement réglementé et contrôlé, p. ex. les Pays-Bas et la France;
- d'autres ayant un marché contrôlé, comme l'Allemagne et l'Italie; dans ces pays les utilisateurs se sont réunis en associations, comme p.ex. le bureau d'achat de la ferraille en Allemagne et Campsider en Italie, qui effectuent les achats pour l'ensemble des utilisateurs;
- ce n'est qu'en Belgique et au Luxembourg, que le marché intérieur de la ferraille est absolument libre; cependant l'exportation de ferraille est interdite.

Au début de décembre 1952, les cotations se présentaient comme suit;

| | |
|---------------------------------------|----------|
| Pays-Bas | \$ 22,50 |
| France | \$ 33.50 |
| Allemagne | \$ 40.- |
| Italie | \$ 55.- |
| Belgique | \$ 56.- |
| et à Luxembourg, elle atteignait même | \$ 58.50 |

On voit donc que l'écart entre les prix maxima et minima est assez important.

Ces derniers temps, les prix ont baissé, il est vrai, par suite de la fluctuation de la conjoncture sur le marché du fer. Toutefois, l'écart entre les prix néerlandais et belges demeure encore si important qu'on ne saurait vraisemblablement éviter une profonde perturbation du marché si, le 10 février, les barrières devaient subitement tomber.

Les besoins de ferraille indiqués par les six pays de la Communauté pour l'année 1953, s'élèvent au total à 2 millions $\frac{1}{4}$ de tonnes. On est en droit de supposer que cette estimation est exagérée et qu'en 1953 la consommation sera très inférieure à ce chiffre. Une remarque intéressante est à faire à ce sujet: en 1951 les six pays ont exporté dans les pays de la Communauté 143 000 tonnes de ferraille au total; au cours de la même période ils ont importé des pays de la Communauté 455 000 tonnes de ferraille ainsi qu'il est indiqué dans le questionnaire. Il est donc bien évident qu'en 1951 plus de 300 000 tonnes de ferraille ont passé les frontières sous d'autres noms, malgré les interdictions.

Cette situation fait apparaître pour l'ouverture du marché commun la nécessité de restreindre les éléments spéculatifs propres à la ferraille et de chercher à obtenir un équilibre des prix.

Trois voies différentes peuvent s'offrir à cet effet:

- fixer des prix maxima, ce qui causerait subitement de lourdes pertes aux négociants belges qui disposent de stocks importants;
- attendre le cours que prendra la conjoncture à la baisse, qui pourrait amener automatiquement l'adaptation recherchée des prix et, par suite, créerait une base permettant d'ouvrir sans heurts le marché cummun, p.ex. sur la base de 30 à 35 dollars la tonne. Mais l'on ne peut encore prévoir si ces résultats pourront être obtenus d'ici le 10 février.
- réunir les utilisateurs en un bureau de la ferraille qui serait chargé d'importer de pays tiers, par l'intermédiaire du commerce, des quantités massives de ferraille afin d'exercer une pression sur les prix. Mais il est douteux qu'un tel bureau puisse fonctionner dès le 10 février.

... ./...

Les avis les plus divers se sont manifestés à ce sujet: les uns préconisant une vaste réglementation, d'autres demeurant très indécis, d'autres enfin conseillant de mettre tout en oeuvre pour que le marché commun soit quand même ouvert sans restrictions le 10 février.

Les experts néerlandais font remarquer à ce propos que si le prix pouvait être abaissé également sur le marché commun à 35 dollars ce qui est douteux, cela ne créerait pas encore une situation favorable pour les Pays-Bas. Le prix actuel est déjà assez élevé aux Pays-Bas en raison des conditions intérieures, et son relèvement à 35 dollars ne profiterait qu'aux négociants sans apporter un kilo de plus de ferraille. Une pénurie de ferraille sévit dans tous les pays et le prix de 35 dollars, le marché étant libre, provoquerait une disparition totale de la ferraille de tout le territoire dépendant de la souveraineté néerlandaise. En outre, les Pays-Bas ont fait de fâcheuses expériences avec les ententes entre utilisateurs et négociants en ferraille, car ces dernières ont dégénéré en véritables cartels. Le temps n'est pas encore mûr pour ouvrir le marché commun et la seule solution consiste à procéder à un recensement pour l'ensemble du marché commun et répartir les tonnages de ferraille. Mais le but final étant d'établir un marché absolument libre, on devrait procéder par étapes et le premier principe à observer est de rester prudent. Mais si, après avoir supprimé toutes les barrières, une haute conjoncture se produisait de nouveau, la Haute Autorité devrait prendre les mesures imposées par la situation.

Pour terminer, M. VINCK demande aux experts néerlandais, au cas où le prix marginal pour la ferraille serait abaissé à 35 dollars le 10 février, et où le prix néerlandais ne serait pas modifié, si les Pays-Bas feraient des objections à l'ouverture du libre marché commun.

Il lui est répondu que non, si l'on ne peut faire autrement, et que les Pays-Bas devront alors se résoudre à voir leurs prix passer de 22 à 35 dollars.

M. DEHNEN remercie les experts néerlandais pour leur collaboration.

LISTE DE PRESENCE

Séance du 7 janvier 1953 à 10 heures 30, dans la salle 115

avec les experts du Gouvernement néerlandais

Sujet: Marché commun

| Nom | Service |
|---------------------|---------------------------------------|
| M. MAASS | Ministère de l'Economie |
| M. van SCHEVIKHOVEN | Bureau du Charbon du Royaume |
| M. TRUIJEN | Ministère de l'Economie |
| M. DEHNEN | Haute Autorité |
| M. ROLLMAN | " " |
| M. VINCK | " " |
| M. URI | " " (pendant une partie de la séance) |
| M. JEHNE | " " (secrétaire) |
| M. NOVELLA | " " " |

BERICHT UEBER DIE SITZUNG MIT DEN VERTRETERN DER NIEDER-
LAENDISCHEN REGIERUNG AM 7. JANUAR 1953 - 10.30 UHR - IN
LUXEMBURG, HOHE BEHOERDE, BETR.: AUS ANLASS DER EROEFFNUNG
DES GEMEINSAMEN MARKTES ZU ERGREIFENDE MASSNAHMEN

Teilnehmer: Siehe Anwesenheitsliste

Vorsitz: Herr DEHNEN

Herr DEHNEN begrüsst die Vertreter der niederländischen Regierung und dankt ihnen für ihre Bereitschaft, an den mit der Errichtung des gemeinsamen Marktes in Verbindung stehenden Fragen mitzuarbeiten.

Es ergeben sich folgende Probleme:

- 1) Die Hohe Behörde werde die Einsetzung der Einrichtungen für die Ausgleichskassen bekanntgeben und damit die Voraussetzung für die Errichtung des gemeinsamen Marktes gemäss § 8 der Uebergangsbestimmungen schaffen. Nicht erforderlich sei es, schon zu diesem Zeitpunkt endgültige Regelungen über das System der Ausgleichszahlungen und deren Höhe zu treffen. Eine Arbeitsgruppe wird sich Mitte Januar mit der Festlegung der Merkmale (z.B. Handelstonne, Gestehungskosten, Erlös) befassen.
- 2) Mit den sich aus der Aufhebung der Zollbeschränkungen ergebenden Fragen wird sich eine Sitzung der Regierungen der Mitgliedsstaaten am 12. Januar in Brüssel befassen. Die einzelnen Regierungen müssen von sich aus die nötigen Massnahmen ergreifen, ohne erst eine Erklärung der Hohen Behörde über die Errichtung des gemeinsamen Marktes abzuwarten.
- 3) Die Frage der Meistbegünstigung ist für die Beziehungen der Länder der Gemeinschaft zu den Ländern, die dem GATT angehören, inzwischen geregelt. Die Regierungen der Mitgliedsstaaten müssen nur noch Vereinbarungen mit den dem GATT nicht angehörenden Ländern treffen.
- 4) Bezüglich der Transporttarife werden die auffallendsten diskriminatorischen Tarife bis zum 10. Februar beseitigt werden.
- 5) Das Hauptproblem, das in der heutigen Besprechung behandelt werden soll, ist die Frage der Kohlenpreise.

Die Hohe Behörde sei bereit, zu erklären, dass sie in der Lage sei, die ihr durch den Vertrag auf dem Preisgebiet übertragenen Funktionen auszuüben.

Die Stellungnahme der Niederlande zu der Frage der Errichtung des gemeinsamen Marktes für Kohle wird - so erklären deren Vertreter - von zwei Problemen bestimmt: Einmal den Preisen, die in Zukunft von den niederländischen Verbrauchern für belgische und deutsche Kohle zu zahlen sein werde, zum anderen davon, dass die Lieferung belgischer und deutscher Kohle sichergestellt wird.

Die niederländischen Vertreter sind daher an der Höhe und an dem Zeitpunkt der Aufnahme der Ausgleichszahlungen an Belgien interessiert, weil sich hieraus der Preis ergibt, der für die belgische Kohle zu zahlen sein wird, zum anderen möchten sie erfahren, welche Preise in Zukunft für deutsche Kohle gelten werden.

Von den Vertretern der Hohen Behörde wird darauf hingewiesen, dass die Höhe und der Zeitpunkt des Beginns der Zahlungen der Ausgleichsumlage für Belgien noch nicht entschieden sei. Solange die Ausgleichszahlungen in Höhe von 80 % des Unterschiedsbetrages der Transportkosten für von der Hohen Behörde genehmigte Lieferungen Belgiens an andere Länder der Gemeinschaft (§ 26 der Uebergangsbestimmungen) nicht gezahlt werden können, wird die belgische Kohle zu einem teureren Preis nach Holland kommen. Mit § 26 hat die Hohe Behörde aber die Möglichkeit, Lieferungen nach den Niederlanden sicherzustellen. Es ist nicht notwendig, dass hierfür gemäss Art. 59, Ziff. 1, eine Mangellage erklärt wird. Exporte nach dritten Ländern können nach Art. 59, Ziff. 5, von der Hohen Behörde unter Bezugnahme auf Art. 57 beschränkt werden, ohne dass gemäss Art. 59, Ziff. 1, eine Mangellage erklärt wird.

Zu dem eigentlichen Preisproblem wird von der Vertretern der Hohen Behörde darauf hingewiesen, dass das zukünftige Preissystem mit dem Vertrag und den Uebergangsbestimmungen in Uebereinstimmung sein müsse. Hierbei sei es vor allem Voraussetzung, Doppelpreise zu beseitigen. Es sei jedoch die Absicht, alles zu tun, um Störungen der Wirtschaft zu vermeiden.

Die niederländischen Preise setzen sich zusammen aus den Durchschnittspreisen ab Zeche, die für die einzelnen Sorten von den Gesteungskosten zuzüglich einem bescheidenen Gewinn ausgehen, erhöht um einen Durchschnittsfrachtsatz für den Transport der Kohle innerhalb Hollands und weiterhin erhöht um einen Durchschnittsbetrag je Tonne zum Ausgleich der höheren Kosten für die Einfuhrkohle. Hieraus ergibt sich ein Preis, der für holländische und für eingeführte Kohle für alle Verbraucher in allen Orten Hollands einheitlich ist. Dieses System ist, so wird von Herrn DEHNEN betont, mit der Errichtung des gemeinsamen Marktes umzustellen auf Ab-Zeche- und auf echte Preise für die Einfuhrkohle. Der einheitliche Verbraucherpreis ist deswegen nicht in Übereinstimmung mit dem Vertrag, weil der Verbraucher in der Nähe des Produktionsreviers oder der Einfuhrhäfen die Frachtkosten für die Verbraucher in weiter entfernt gelegenen Orten mittragen muss. Innerhalb des gemeinsamen Marktes würden Verbraucher in anderen Mitgliedstaaten, beispielsweise in Mannheim, Anspruch darauf erheben können, zu dem gleichen Preis, der für die holländischen Verbraucher gilt, beliefert zu werden.

Der beim Koksexport, bei dem nicht die inländischen Listenpreise, sondern Marktpreise zugrunde gelegt werden, entstehende Doppelpreis ist innerhalb der Gemeinschaft zu beseitigen.

Die Vertreter der niederländischen Regierung bestätigen die Darstellung des Systems der einheitlichen Verbraucherpreise und betonen, dass dieses bereits schon lange vor dem letzten Kriege eingeführt gewesen sei (ausgenommen Lieferungen an Grossverbraucher in grösseren Kannladungen.)

Die Niederlande seien bereit, dieses System aufzugeben und seien auch für eine baldige Errichtung des gemeinsamen Marktes, jedoch müsse die niederländische Regierung aus politischen Gründen Wert darauf legen, dass aus der Umstellung des Preissystems keine Erhöhung der Preise - vor allem auch für den Hausbrand - folge. Deswegen haben die Niederlande in den Uebergangsbestimmungen die Schutzbestimmungen des § 24 verlangt. Auf dieser Grundlage könne nur ein allmählicher Uebergang auf das neue Preissystem erfolgen. Die holländische Regierung hoffe, dass durch eine Verbilligung der deutschen Preise eine Aufgabe des jetzigen holländischen Preissystems erleichtert werde.

Vonseiten der Hohen Behörde wird erklärt, dass die Massnahmen der deutschen Regierung noch nicht bekannt seien. Es wird weiterhin betont, dass die Niederlande die Möglichkeit hätten, gemäss § 24 der Uebergangsbestimmungen vorübergehend Zonenpreise einzuführen oder eine staatliche Ausgleichskasse zu schaffen, die von der nationalen Kohlenproduktion gespeist wird.

Heute zahle nicht die Produktion die Ausgleichsbeträge, sondern der Verbraucher. Letzteres wird von den niederländischen Vertretern bestritten, da die Zechen die Mehrerlöse an die Kasse abführten. Sie werden jedoch darauf hingewiesen, dass dies nur an dem Umlagesystem liege. Tatsächlich werden die Beträge für den Ausgleich von den Verbrauchern aufgebracht. Die niederländischen Vertreter glauben ihr System auf der Basis des § 24 aufrecht erhalten zu können.

Die Vertreter der Hohen Behörde entwickeln dann die Gedankengänge über die Einführung von Höchstpreisen je Revier für die einzelnen Kohlenarten und gegebenenfalls für eine massgebliche Kohlensorte. Im übrigen soll bei diesem System die Produktion in der Lage sein, die Preise für die anderen Sorten selbst zu bestimmen. In diesem Zusammenhang bestände auch die Möglichkeit, die Preisfächer der Mitgliedsländer aneinander anzugleichen. Die niederländischen Vertreter halten diese Gedankengänge für wertvoll, haben jedoch einige Bedenken dagegen. Sie erklären, den Vorschlag eingehend überlegen zu wollen.

6) Zur Frage der Verteidigung wird von Herrn Dehnen darauf hingewiesen, dass für I/53 die Hohe Behörde die von der OEEC festgelegte Aufteilung übernommen habe, die auch über den 10. Februar hinaus in Kraft bleiben werde. In Anbetracht der jetzigen ausgeglichenen Versorgungslage - ausgenommen Koks-kohle - hätten die Vertreter der anderen Länder die Meinung geäußert, dass ab II/53 auf eine Verteilung verzichtet werden könne.

Die niederländischen Vertreter sind darum besorgt, dass ihre Bezüge aus den Ländern, aus denen sie bisher versorgt worden sind, weiter laufen. Bei den starken Schwankungen, denen der Kohlenmarkt unterworfen sei, glauben sie, mit einem Verzicht auf Verteilungsmassnahmen nicht einverstanden sein zu können.

Sie werden von den Vertretern der Hohen Behörde darauf hingewiesen, dass Voraussetzung für Verteilungsmassnahmen die Feststellung einer Mangellage gemäss Art. 59, Ziff. 1 sei. Diese würde das Aufkommen in Kohle nicht erhöhen, sondern nur dazu führen, dass die dritten Länder, aus denen die Gemeinschaft beziehe, ihre Preise heraufsetzen würden. Es wird vorgeschlagen, dass die niederländischen Vertreter ihren Standpunkt zur Frage der Verteilung noch einmal überprüfen und ihre Schlussfolgerungen mitteilen mögen.

7) Hr.ROLLMAN erörtert nunmehr die Erz-Frage. Er führt aus, dass im Laufe der von der Hohen Behörde angestellten Beratungen alle Mitgliedsstaaten, wenn auch in einzelnen Fällen mit gewissen Vorbehalten, einer bedingungslosen Eröffnung des gemeinsamen Marktes zugestimmt haben.

Die niederländischen Sachverständigen erklären sich im allgemeinen damit einverstanden. Somit erklärt Hr.ROLLMAN die Diskussion über Erz für beendet und geht zu der Erörterung der Schrott-Lage über. U.a. führt er folgendes aus:

8) Schrott ist ein besonderer Artikel. Die Preise sind rein spekulative. Der Verbrauch ist ein beträchtlicher - etwa 21 Mill. t in 1951 für die sechs Länder der Gemeinschaft. Die Preise und Preisregime sind von Land zu Land grundverschieden:

Unter den sechs Ländern der Gemeinschaft sind drei Gruppen zu unterscheiden:

- solche, wo der gesamte Markt erfasst, streng reglementiert und überwacht ist, wie in den Niederlanden und Frankreich;
- andere mit überwachtem Markt, wie Deutschland und Italien; in diesen Ländern haben sich die Verbraucher in Verbänden zusammengeschlossen, wie z.B. die Schrotteinkaufsstelle in Deutschland und Campsider in Italien, welche die Einkäufe für den gesamten Verbraucherkreis tätigen;
- nur in Belgien und Luxemburg ist der Inlands-Schrott-Markt vollkommen frei; die Ausfuhr von Schrott aber unterbunden.

Anfangs Dezember 1952 stellten sich die Notierungen wie folgt:

| | | |
|---------------------|---|-------|
| Niederlande | § | 22.50 |
| Frankreich | § | 33.50 |
| Deutschland | § | 40.-- |
| Italien | § | 55.-- |
| Belgien | § | 56.-- |
| und Luxemburg sogar | § | 58.50 |

Wie man sieht, ist die Preis-Spanne zwischen den Höchst- und Mindest-Sätzen ziemlich gross.

.../...

Zwar sind die Preise in der letzteren Zeit, infolge des Konjunkturumschwunges des Eisenmarktes, gefallen: die Spanne zwischen den niederländischen und den belgischen Preisen bleibt jedoch noch so gross, dass eine tiefgreifende Störung des Marktes nicht zu vermeiden sein dürfte, wenn am 10.2 die Schranken plötzlich fallen sollten.

Der von den sechs Ländern der Gemeinschaft angemeldete Bedarf an Schrott für das Jahr 1953 beläuft sich auf insgesamt 2.1/4 Mill. To.; es darf wohl mit Recht angenommen werden, dass diese Schätzung übertrieben ist und dass der Verbrauch in 1953 sich viel niedriger stellen wird. Dazu ist eine interessante Bemerkung zu machen: im Jahre 1951 haben die sechs Länder insgesamt 143.000 T. Schrott nach den Ländern der Gemeinschaft ausgeführt; zu gleicher Zeit haben sie, wie auf den Fragebogen angegeben, 455.000 T. Schrott aus den Ländern der Gemeinschaft eingeführt. Es ist mithin klar, dass in 1951 über 300.000 T. Schrott, trotz der Verbote, unter einem anderen Namen über die Grenzen gingen.

Aus diesem Bilde ergibt sich eine unumgängliche Vorbedingung zur Eröffnung des gemeinsamen Marktes und zwar: die spekulativen Elemente, die dem Schrott eigen sind, einzudämmen und einen Ausgleich der Preise anzustreben.

Drei verschiedene Wege können beschritten werden:

- Festsetzung von Höchstpreisen; hierdurch würden die belgischen Händler, welche grosse Lagerbestände führen, über Nacht schwere Verluste erleiden;
- die weitere Entwicklung der Baisse-Konjunktur abzuwarten, die den erstrebten Preis-Ausgleich automatisch herbeiführen könnte und somit eine Grundlage zur reibungslosen Eröffnung des gemeinsamen Marktes schaffen würde, z.B. auf der Basis von § 30-35 die Tonne. Es ist aber noch nicht abzusehen, ob es bis zum 10.2 soweit sein wird.
- Die Verbraucher in ein Schrottvermittlungsbüro zusammenzuschliessen, das beauftragt sein würde, über den Handel massive Schrottmengen aus dritten Ländern einzuführen, um die Preise herabzudrücken. Es ist aber zweifelhaft, ob ein solches Büro schon am 10.2 in Tätigkeit treten kann.

In diesem Zusammenhang wurde den verschiedensten Ansichten Ausdruck gegeben: die einen befürworteten eine weitgehende Reglementierung, andere waren sehr unschlüssig, und wieder andere befürworteten, alles aufs Spiel zu setzen, um den gemeinsamen Markt doch am 10.2. ohne Einschränkung zu eröffnen.

Die niederländischen Sachverständigen bemerken hierzu:

Wenn der Preis auf dem gemeinsamen Markte auch auf § 35 herabgedrückt werden könnte - was zweifelhaft ist - würde das für die Niederlande noch keine günstige Lage schaffen. Der gegenwärtige holländische Preis stelle sich, für die inneren Verhältnisse schon ziemlich hoch und seine Heraufsetzung auf § 35,-- würde nur den Händlern nützen, aber kein Kilo Schrott mehr schaffen. Mangel an Schrott herrsche in allen Ländern und der Preis von § 35,-- bei freiem Markte würde die restlose Dränierung des niederländischen Hoheitsgebietes bedeuten. Ferner haben die Niederlande böse Erfahrungen mit den Verständigungen zwischen Verbrauchern und Schrott-Händlern gemacht, da sich diese Verständigungen zu regelrechten Kartellen ausweiteten. Die Zeit sei noch nicht reif für die Eröffnung des gemeinsamen Marktes, und als einzige Lösung verbleibe die gesamte Erfassung des Gemeinschafts-Marktes und Verteilung des Schrott-Aufkommens. Da aber Endziel die Errichtung eines restlos freien Marktes bilde, sollte man stufenweise vorgehen und Vorsicht als oberstes Gebot walten lassen. Wenn aber nach der Abschaffung aller Schranken wieder eine Hochkonjunktur einsetzt, dann solle die Hohe Behörde zu den aus der Lage sich ergebenden Massnahmen greifen.

Zum Schluss stellt Hr. VINCK an die niederländischen Sachverständigen die Frage: wenn am 10.2. der marginale Schrottpreis auf § 35,-- herabsinkt und der holländische Preis unverändert bleibt, haben dann die Niederlande etwas gegen die Eröffnung des freien gemeinsamen Marktes einzuwenden?

Die Antwort lautet: nein, wenn es nicht zu umgehen ist, müssen sich schon die Niederlande mit dem Ansteigen ihres Preises von § 22.- auf § 35.- abfinden.

Hr. DEHNEN dankt den niederländischen Sachverständigen für ihre Mitarbeit.

ANWESENHEITSLISTE

Sitzung vom 7. Januar 1953 - 10,30 Uhr - Saal No.115

mit den Sachverständigen der holländischen Regierung

Thema: Gemeinsamer Markt

| Name: | Dienststelle: |
|---------------------|------------------------|
| M. MAASS | Wirtschaftsministerium |
| M. van SCHEVIKHOVEN | Reichskohlenbureau |
| M. TRUIJEN | Wirtschaftsministerium |
| Herr DEHNEN | Hohe Behörde |
| M. ROLLMAN | " " |
| M. VINCK | " " |
| M. URI | " " (zeitweise) |
| Herr JEHNE | " " (Sekretär) |
| M. Novella | " " " |